



## CONTENU DU DOSSIER ADMINISTRATIF

**AUCUNE COMMANDE ET/OU ORDRE DE SERVICE NE DEVRA ETRE PASSE AVANT LA DEMANDE D'AIDE**

### 1. COURRIER TYPE DE DEMANDE DE SUBVENTION<sup>1</sup>

Je soussigné(e), .....

Agissant en qualité de : .....

Ou de représentant dûment mandaté<sup>2</sup>

- sollicite par la présente demande, une aide financière pour la réalisation de mon opération consistant à ..... (*énoncé de l'opération*)
- certifie être régulièrement déclaré,
- certifie être en règle à l'égard de la réglementation en vigueur notamment sociale, fiscale et environnementale,
- certifie ne pas encourir de procédure collective<sup>3</sup> en cours,
- certifie exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment la mention de l'ensemble des demandes de subventions faites auprès d'autres financeurs publics,
- certifie n'avoir sollicité, pour ce projet, aucune aide autre que celles mentionnées dans le plan de financement (en cas contraire, il sera clairement précisé dans le dossier la nature des actions aidées),
- certifie que les travaux pour lesquels je sollicite une subvention ne sont pas commencés ou qu'ils n'ont pas donné lieu à des engagements fermes<sup>4</sup>,

Je m'engage à respecter :

- les obligations locales, nationales et communautaires de publicité et d'information,
- le calendrier des réalisations transmis dans la demande jointe,
- les obligations découlant des contrôles communautaires, nationaux ou locaux.

Les dispositions susvisées relèvent des Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME du 23 octobre 2014 consultables sur le site internet de l'ADEME à l'adresse suivante : [http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/regles-generales\\_attribution\\_versement\\_aides\\_financieres\\_2016\\_deliberation-du-ca-14-3-7-du-23-oct-2014.pdf](http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/regles-generales_attribution_versement_aides_financieres_2016_deliberation-du-ca-14-3-7-du-23-oct-2014.pdf).

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, le dossier de demande d'aide financière pour mon projet. J'ai bien noté que ce dossier ne sera examiné que si tous les documents et renseignements demandés y sont joints.

FAIT, LE ..... A .....

SIGNATURE :

Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal. Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'Etablissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.

<sup>1</sup> Sur papier à en-tête du demandeur

<sup>2</sup> Si le signataire n'est pas le représentant légal, merci de joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.

<sup>3</sup> Procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire Ces procédures visent à organiser le règlement des dettes d'une entreprise en cas de cessation de paiement ou à éviter cette situation.

<sup>4</sup> Sous quelque forme que ce soit : marché signé, commande signée, devis accepté...

## 2. Contenu du dossier de demande de subvention

### A – INFORMATIONS DU DEMANDEUR

RAISON SOCIALE : .....

FORME JURIDIQUE : .....

N° SIRET: .....

ADRESSE :

.....

.....

TRANCHE D'EFFECTIF<sup>5</sup> : < 50 :

50 à < 250 :

250 ET + :

TRANCHE DE CHIFFRE D'AFFAIRES<sup>4</sup> : <= 10 M€ :

+10 M€ à <=50 M€ :

+ 50 M€ :

REPRESENTANT LEGAL :

NOM - PRENOM :

FONCTION : .....

ADRESSE : .....

TELEPHONE : .....

COURRIEL : .....

DELEGATION DE SIGNATURE A : .....

RESPONSABLE A CONTACTER POUR LE PROJET, S'IL DIFFERE DU REPRESENTANT LEGAL:

NOM - PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TELEPHONE : .....

COURRIEL : .....

REGIME TVA : ASSUJETTI :  ASSUJETTI PARTIEL  NON ASSUJETTI

<sup>5</sup> INFORMATION NECESSAIRE A LA FIXATION DU TAUX D'AIDE MAXIMUM.

## **C – LISTE DES PIÈCES ADMINISTRATIVES**

Pour tous les demandeurs :

- RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE AU FORMAT IBAN**
- PROJET DE CONTRAT SI FINANCEMENT PAR CREDIT-BAIL ET INDICATION DE LA VALEUR MARCHANDE DU MATÉRIEL CONCERNÉ
- CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) EN CAS DE GESTION DÉLÉGUÉE DES SERVICES PUBLICS

Pour les associations :

- DOSSIER CERFA (<http://vosdroits.service-public.fr/associations/N1271.xhtml>)

Pour les groupements d'intérêt public :

- COPIE DE LA PUBLICATION DE L'ARRÊTÉ D'APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE (GIP)**
- DÉCISION ET DÉLIBÉRATION SIGNÉE DE L'ORGANE DIRIGEANT SOLLICITANT L'AIDE
- STATUTS ET LISTE DES MEMBRES DU CA**

**Pour les collectivités territoriales :**

- DÉLIBÉRATION SIGNÉE DE L'ORGANE DÉCISIONNEL APPROUVANT LE PROJET ET LE PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL

**Pour les entreprises :**

- ORGANIGRAMME DU GROUPE (LE CAS ÉCHEANT), PRÉCISANT LES EFFECTIFS, LE CHIFFRE D'AFFAIRES, Y COMPRIS POUR LES FILIALES DE L'ENTREPRISE
- LIASSE FISCALE ET COMPTABLE DES 3 DERNIERS EXERCICES

**L'ADEME se réserve le droit de demander des pièces administratives complémentaires en cours d'instruction du dossier (k-bis, etc.).**